Flash Economie

N° 124
8 octobre 2025

France : le problème des finances publiques vient de ce que les dépenses publiques ont progressé plus vite que la productivité

La productivité du travail en France a reculé de 1,5% depuis le début de l'année 2019. Pourtant les dépenses publiques (en particulier les dépenses de protection sociale) ont continué à progresser en termes réels, de 7,6% depuis le début de l'année 2019. Cela explique l'essentiel de l'ouverture du déficit public. La réduction du déficit public en France imposera donc soit un redressement fort de la productivité, qui est peu vraisemblable compte tenu du sous-investissement dans les nouvelles technologies et de la faiblesse des compétences, soit une réduction des dépenses publiques, surtout des dépenses sociales, en termes réels. Clairement, les Français n'adhèrent pas à cette perspective.

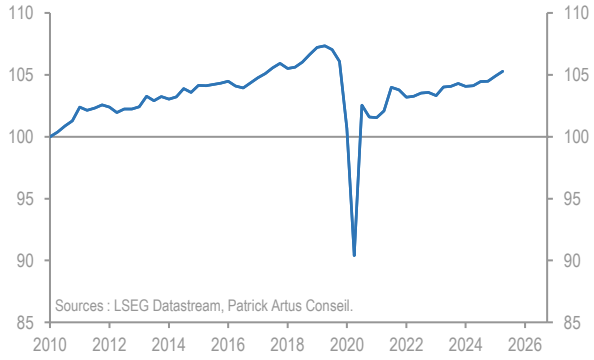
Patrick Artus
Conseiller économique senior
patrick.artus-ext@ossiam.com
@PatrickArtus
Patrick Artus

Communication marketing : ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières et ses auteurs ne sont pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur l'instrument concerné avant la diffusion de la communication.

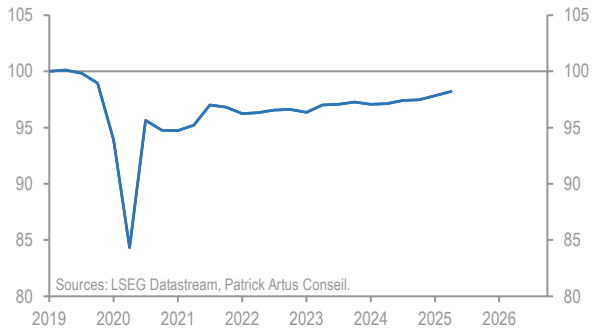
Décalage entre la progression de la productivité du travail et celle des dépenses publiques en termes réels

Depuis le début de l'année 2019, **la productivité du travail en France a reculé de 1,5%** (**Graphiques 1a/b**).

Graphique 1a
France : productivité par tête (100 : 2010.T1)

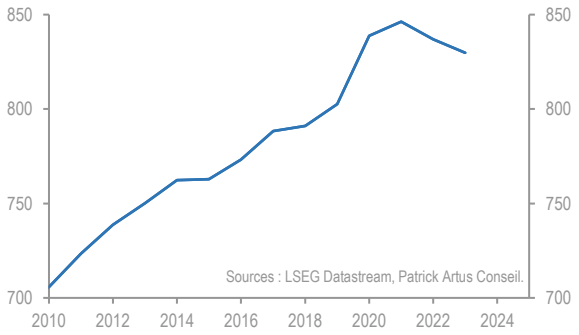


Graphique 1b
France : productivité par tête (100 : 2019.T1)

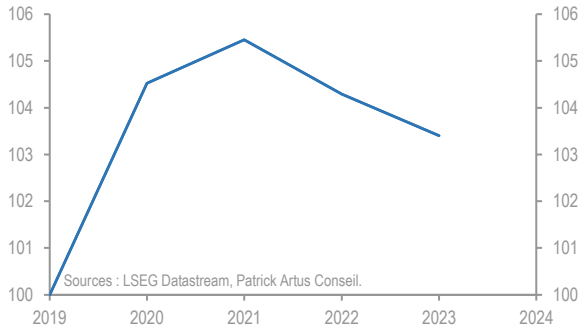


Les dépenses de protection sociale, de 2019 à 2023, ont augmenté de 3,4% en termes réels (déflatées par le prix du PIB, **Graphiques 2a/b**).

Graphique 2a
France : dépenses publiques de santé et de protection sociale (en milliards d'euros constants)

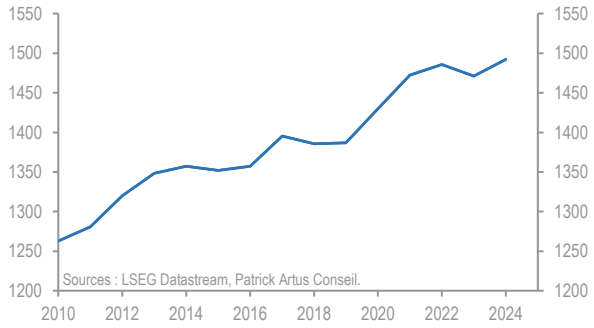


Graphique 2b
France : dépenses de santé et de protection sociale en euros sontatnts (100 : 2019)

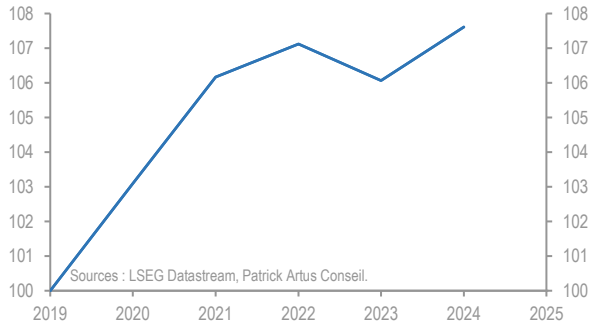


L'ensemble des dépenses publiques a progressé, de 2019 à 2024, de 7,6% en termes réels (**Graphiques 3a/b**), malgré le recul de la productivité.

Graphique 3a
France : dépenses publiques
(en milliards d'euros constants)



Graphique 3b
France : dépenses publiques en euros constants
(100 : 2019)



Il n'est donc pas étonnant que le déficit public se soit creusé

Le recul de la productivité de 2019 à 2025 n'a donc pas empêché les gouvernements français d'accroitre les dépenses publiques et les dépenses de protection sociale en termes réels.

Ce décalage entre la progression de la productivité et celle des dépenses publiques **explique l'essentiel de l'ouverture du déficit public depuis 2019** (**Graphique 4**).

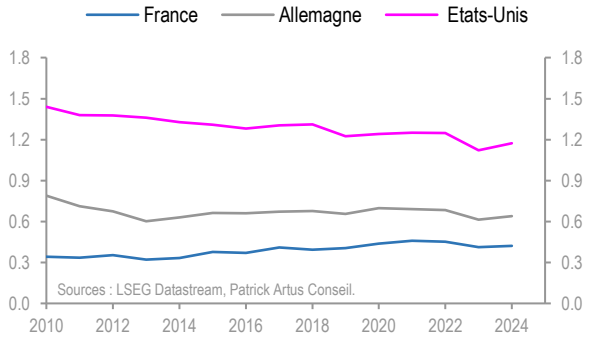
Graphique 4
France : déficit public (en % du PIB valeur)

Synthèse : comment réduire le déficit public en France ?

On voit donc que le déficit public vient du contraste entre le recul de la productivité et la progression des dépenses publiques, des dépenses de protection sociale. Pour réduire le déficit public, il faudrait :

- **soit que la productivité du travail croisse à nouveau**, ce qui est peu probable avec la faiblesse de l'investissement en nouvelles technologies (**Graphique 5a**), celle du poids du secteur des nouvelles technologies (**Graphique 5b**) et avec la faiblesse des compétences (**Tableau 1**) ;

Graphique 5a
Investissement en technologies de l'information et de la communication (en % du PIB valeur)



Graphique 5b
Valeur ajoutée du secteur des technologies de l'information et de la communication (en % du PIB valeur)

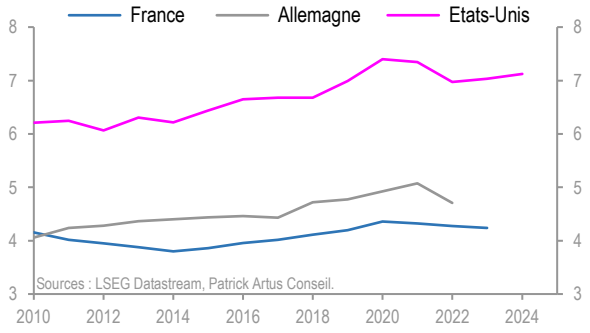


Tableau 1 : Résultats à l'enquête PIAAC de l'OCDE (score global, par score décroissant de l'enquête de 2023)

Pays	2023
Finlande	289
Japon	285
Suède	281
Canada	267
Allemagne	267
Angleterre (RU)	266
France	253
Etats-Unis	251

Source : OCDE.

- **soit que les dépenses publiques totales et particulièrement les dépenses de protection sociale soient réduites en termes réels**.

Avertissement

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agréement n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptible de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.